

**Conférence des Parties
chargée d'examiner le Traité
sur la non-prolifération
des armes nucléaires en 2015**

Distr. générale
5 mai 2015

Original : français

New York, 27 avril-22 mai 2015

**Mesures visant à promouvoir la création d'une zone
exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient
et la réalisation des objectifs énoncés dans la résolution
de 1995 sur le Moyen-Orient**

Rapport présenté par l'Algérie*

1. L'Algérie considère que la création de zones exemptes d'armes nucléaires, en application de l'article VIII du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, participe efficacement à la consolidation de la paix et de la sécurité régionales et internationales et contribue au renforcement du régime de non-prolifération et à la réalisation des objectifs du désarmement nucléaire.
2. À ce titre, elle inscrit son action dans la promotion de zones exemptes d'armes nucléaires partout dans le monde. S'agissant de sa région d'appartenance géographique, elle a souscrit à la Déclaration de l'Organisation de l'unité africaine sur la dénucléarisation de l'Afrique. Elle se félicite de l'entrée en vigueur du Traité sur une zone exempte d'armes nucléaires en Afrique (Traité de Pelindaba), Traité qu'elle a été le troisième pays africain à ratifier, le 11 février 1998.
3. Dans le même esprit, l'Algérie s'est félicitée de la création de telles zones en Amérique latine et dans les Caraïbes, dans le Pacifique Sud, en Asie du Sud-Est et en Asie centrale, respectivement, par les Traités de Tlatelolco, de Rarotonga, de Bangkok et d'Asie centrale. Ces instruments ont incontestablement contribué, de manière effective, à la réduction du risque de prolifération nucléaire et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales.
4. L'Algérie se félicite de la tenue du Forum de l'AIEA sur la pertinence des expériences en vigueur pour la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient, organisé à Vienne, les 21 et 22 novembre 2011. Les expériences des cinq zones existantes (Amérique Latine et Caraïbes, Pacifique Sud, Sud-Est Asiatique, Afrique, Asie Centrale) et de deux Accords régionaux de vérification (EURATOM et ABACC), présentées à cette occasion, confirment la faisabilité d'une telle zone dans la région du Moyen-Orient, tout en relevant néanmoins l'importance de la confiance mutuelle entre les États concernés, de leur volonté

* Le présent document n'a pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.



politique commune ainsi que le rôle déterminant de l'organisation des Nations-Unies, de l'AIEA et des cinq États dotés de l'arme nucléaire pour l'aboutissement d'un tel processus. L'Algérie exprime également, dans ce contexte, son appréciation à l'endroit de l'AIEA pour les documents d'information élaborés en prévision de la Conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient.

5. L'Algérie tient à réaffirmer l'importance et la validité de l'objectif d'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient en tant que demande constante et prioritaire de la communauté internationale. Elle demeure fermement attachée à un tel objectif en tant qu'élément indispensable pour la stabilité et la sécurité des États de la région. La réalisation de cet objectif constitue un facteur de nature à asseoir et favoriser la paix et la sécurité aux plans régional et international.

6. Elle souligne que l'objectif de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient répond à un besoin de sécurité effectif lié à une exigence spécifique à la région. Il repose, dès lors, sur un fondement politique et légal particulier dans la mesure où il a fait l'objet d'une résolution sur le Moyen-Orient adoptée lors de la Conférence de 1995 chargée d'examiner le Traité et la question de sa prorogation. Cette résolution constitue un élément intégral dans le cadre d'un compromis global qui a conduit les États arabes parties au Traité sur la non-prolifération à accepter la prorogation indéfinie du Traité en 1995 en contrepartie de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient.

7. L'Algérie rappelle, en outre, que le document final de la huitième Conférence d'examen du Traité a réaffirmé l'importance et la validité de cette résolution jusqu'à ce que ses buts et objectifs soient atteints. Conformément à ce document, une Conférence sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive au Moyen-Orient devait être convoquée en 2012. Malheureusement, cet objectif ne s'est toujours pas réalisé en raison du refus d'Israël. L'Algérie a pris part, avec les autres partenaires arabes, aux consultations menées par le Facilitateur Jaakko Laajava (Finlande) et appuyé ses efforts pour l'aboutissement de ce processus. Elle appelle, à nouveau, à la concrétisation de la zone, conformément à la résolution de 1995. Les États parties ont demandé explicitement à Israël d'adhérer au Traité et de soumettre ses installations nucléaires au régime des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

8. Au titre du processus permettant d'appliquer pleinement la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient, les États parties avaient convenu lors de la Conférence d'examen de 2010 que « Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et les auteurs de la résolution de 1995, en consultation avec les États de la région, convoqueront en 2012 une conférence à laquelle prendront part tous les États du Moyen-Orient, en vue de la création d'une zone exempte d'armes nucléaires et de toutes autres armes de destruction massive, sur la base d'arrangements librement conclus entre les États de la région, avec le plein appui et l'engagement sans réserve des États dotés d'armes nucléaires. La Conférence de 2012 aura pour mandat la résolution de 1995 ».

9. L'Algérie souhaiterait exprimer ses remerciements au Secrétaire général de l'ONU, au facilitateur de la Conférence, M. Jaakko Laajava et aux parrains de la résolution de 1995 pour leurs efforts. L'Algérie déplore profondément le fait que

cette décision de la Conférence n'ait pas été concrétisée en dépit de son engagement actif et constructif et de bonne foi et de celui des pays arabes au cours des différentes consultations menées par le Facilitateur en présence des autres organisateurs, en raison de l'attitude d'Israël visant à détourner le processus de son mandat et à vider la résolution de 1995 de sa substance.

10. En sa qualité d'État partie au Traité, l'Algérie a signé, en 1996, un Accord de garanties généralisées avec l'AIEA et respecte pleinement les obligations et les engagements pris dans le cadre du Traité. Elle considère que l'application intégrale de l'ensemble des dispositions du Traité et son universalité, notamment dans la région du Moyen-Orient, sont des conditions nécessaires pour l'intégrité, l'autorité et la crédibilité du Traité.

11. L'Algérie a toujours soutenu résolument les efforts et les initiatives visant à promouvoir la création d'une zone exempte d'armes nucléaires au Moyen-Orient. Dans le cadre du Groupe arabe, elle est un des auteurs de la résolution sur le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient et soutient la résolution sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient adoptées annuellement par l'Assemblée générale. Elle apporte également son appui à la résolution intitulée « Application des garanties de l'AIEA au Moyen-Orient », dont la dernière version a été adoptée par la Conférence générale de l'AIEA en 2014 (GC(58)/RES/16), et est co-auteur de la résolution intitulée « Capacités nucléaires israéliennes », dont celle adoptée par la cinquante-troisième session ordinaire de la Conférence générale de l'AIEA en 2009(GC (53)/RES/17). Elle demeure ouverte à toute initiative sous l'égide de l'ONU de nature à lancer un réel processus de négociation devant déboucher sur la mise en œuvre de la résolution de 1995 conformément au mandat de celle-ci.
